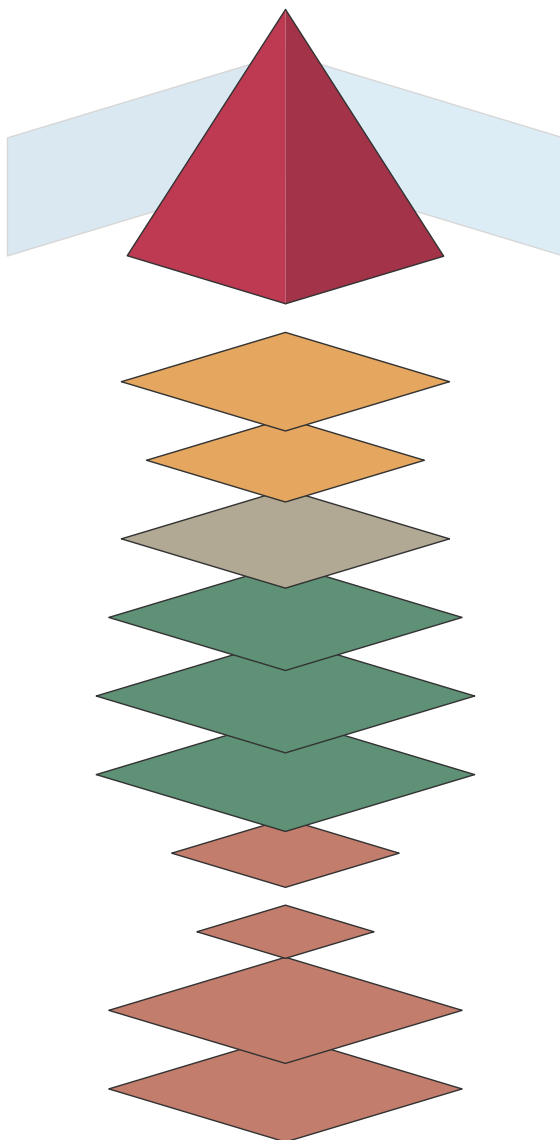


 **CAMEROUN**



 **6,31**
SCORE DE CRIMINALITÉ

28° sur 193 pays
10° sur 54 pays africains
3° sur 11 pays d'Afrique centrale

 **MARCHÉS CRIMINELS** **6,25**

TRAITE DES PERSONNES	6,50
TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	5,50
TRAFIC D'ARMES	6,50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	7,00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	7,50
CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOUEVABLES	7,50
COMMERCE D'HÉROÏNE	4,50
COMMERCE DE COCAÏNE	3,50
COMMERCE DE CANNABIS	7,00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	7,00

 **ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** **6,38**

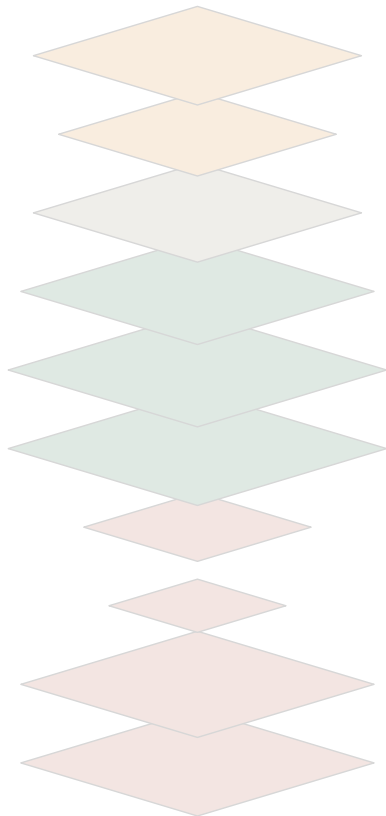
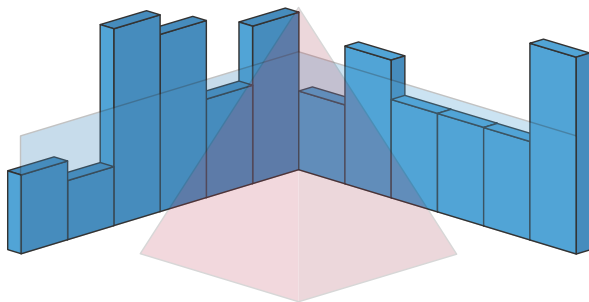
GROUPES DE TYPE MAFIEUX	4,00
RÉSEAUX CRIMINELS	7,50
ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	8,00
ACTEURS ÉTRANGERS	6,00

 **3,13**
SCORE DE RÉSILIENCE

167° sur 193 pays
39° sur 54 pays africains
6° sur 11 pays d'Afrique centrale



 **CAMEROUN**



 **3,13**
SCORE DE RÉSILIENCE

167^e sur 193 pays
39^e sur 54 pays africains
6^e sur 11 pays d'Afrique centrale

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	1,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	5,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	4,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2,50
FORCES DE L'ORDRE	4,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	2,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	3,50
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2,50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	2,50
PRÉVENTION	2,50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	5,00

 **6,31**
SCORE DE CRIMINALITÉ

28^e sur 193 pays
10^e sur 54 pays africains
3^e sur 11 pays d'Afrique centrale

 MARCHÉS CRIMINELS	6,25
 ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	6,38



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Le Cameroun joue un rôle important dans de nombreuses formes de traite des personnes, notamment le travail forcé et l'exploitation sexuelle. Les passeurs locaux qui collaborent avec des organisations criminelles internationales aggravent la situation. Les conflits dans la région de l'Extrême-Nord (insurrection de Boko Haram) et dans le Sud-Ouest/Nord-Ouest (sécessionnistes) contribuent à la prévalence de la traite des personnes en provoquant le départ d'un grand nombre de personnes, en diminuant la présence des forces de sécurité, en portant atteinte aux moyens de subsistance et en perturbant l'éducation. Il existe également une dimension rurale et urbaine à la traite des personnes, avec des jeunes qui sont attirés vers les villes contre la promesse d'un emploi avant d'être soumis au travail forcé ou exploités sexuellement. Il existe des preuves de traite, d'exploitation du travail des enfants et d'exploitation sexuelle sur les sites miniers artisanaux et les carrières de graviers du pays, ainsi que dans les exploitations de pêche et d'agriculture. Les victimes sont également exploitées à l'étranger, des courtiers en main-d'œuvre malhonnêtes facilitant la traite vers le Moyen-Orient, l'Europe, les États-Unis et d'autres régions d'Afrique. La pandémie de COVID-19 a un impact négatif sur le travail et la mobilité et renforce les pratiques d'esclavage moderne et de traite des personnes au Cameroun.

La frontière entre la traite et le trafic d'êtres humains est souvent ténue dans le cas du Cameroun. Cependant, la prévalence du trafic de femmes entrant clandestinement au Moyen-Orient, en Europe, aux États-Unis et dans plusieurs pays d'Afrique pour y trouver un emploi est assez élevée, ces femmes étant ensuite réduites à l'esclavage ou au travail sexuel. Un nouveau phénomène se développe également avec le trafic de jeunes garçons et filles identifiés comme de jeunes talents du football dans les zones urbaines. En règle générale, de nombreux jeunes camerounais sont prêts à payer des sommes exorbitantes pour partir à l'étranger, en faisant appel à des « courtiers » en migration qui leur procurent des papiers et des visas frauduleux. Une résurgence de la violence et des conflits pourrait se traduire par une recrudescence de personnes déplacées et, par la suite, de passeurs.

COMMERCE

Le trafic d'armes est l'un des marchés criminels qui se développent le plus rapidement au Cameroun, en particulier dans les régions en proie à la violence et dans les zones frontalières poreuses avec le Nigéria et la République centrafricaine (RCA). Il est cependant monnaie courante au Cameroun depuis de nombreuses années. Avant 2016,

la fabrication d'armes artisanales n'était pas interdite par la loi, et ces armes étaient accessibles aux acteurs de la criminalité, principalement des jeunes urbains dans les grandes villes. Le conflit armé avec les sécessionnistes qui sévit dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest depuis 2017 n'a fait qu'augmenter la demande d'armes illicites. Depuis 2012, Boko Haram est également actif au Cameroun et est impliqué dans le trafic d'armes.

ENVIRONNEMENT

Au Cameroun, la contrebande de la flore est une préoccupation majeure dans le secteur forestier, avec une forte implication des responsables gouvernementaux et des autorités traditionnelles. En particulier, l'exploitation illégale du bois et la contrebande de bois vers l'Europe et l'Asie sont largement répandues. Par ailleurs, la majeure partie du bois consommé localement provient de sources informelles. Les activités illégales signalées dans le secteur forestier comprennent l'attribution illégale de concessions, l'exploitation forestière illégale, le blanchiment de bois récolté illégalement et la corruption dans l'attribution des permis d'exploitation forestière.

En ce qui concerne la criminalité liée à la faune, le Cameroun est considéré comme un pays d'origine et de transit pour le trafic d'espèces sauvages, notamment les défenses d'éléphant et les cornes de rhinocéros, ainsi que les pangolins, les serpents, les lézards et les singes. Le commerce illégal de viande de brousse demeure également préoccupant. Le pays a déjà perdu plusieurs espèces, comme les rhinocéros noirs et les guépards, en raison du braconnage, de la dégradation des habitats et des conflits entre l'homme et la faune. Le vol et le trafic de bétail ou d'autres animaux d'élevage sont également courants dans diverses régions du pays, ainsi qu'une pléthore de délits liés à la pêche. Le pays est un point de transit clé pour le trafic d'espèces sauvages originaires des pays d'Afrique centrale et la ville de Djoum dans la région du sud du Dja sert de plaque tournante majeure du transit d'ivoire provenant des pays voisins du sud et de l'est.

En ce qui concerne la criminalité liée aux produits non renouvelables, le Cameroun est un pays de destination et de transit pour le carburant illicite en provenance du Nigéria. La corruption favorise la consommation locale de carburant volé. Qui plus est, les opérations du secteur minier sont opaques et incluent des exploitations minières non autorisées et sans permis ainsi que des puits désertés présentant des risques pour la sécurité. Il existe également des preuves de trafic de pierres précieuses, notamment de diamants provenant de la RCA.

DROGUES

Le Cameroun est considéré comme un importateur majeur et un point de transbordement pour le cannabis produit dans le pays et dans d'autres pays africains. Même s'il est illégal, le cannabis est la drogue la plus consommée dans le pays. Il est en grande partie produit dans le sud-ouest et le nord-ouest, et fait ensuite principalement l'objet d'un trafic vers le Nigéria. Le Tramadol est la drogue de synthèse la plus préoccupante au Cameroun et la drogue la plus demandée dans le pays après le cannabis. Il fait généralement l'objet d'un trafic depuis l'Inde via l'Afrique de l'Ouest, et le Nigéria en particulier, et est distribué au Cameroun et dans d'autres pays d'Afrique centrale. Le taux de chômage élevé et la pauvreté généralisée font partie des facteurs qui expliquent le nombre croissant de personnes vendant des drogues de synthèse dans les rues du pays.

Le Cameroun est un pays de transit et de destination de l'héroïne. Alors qu'il n'était auparavant qu'un pays de transit pour l'héroïne, la consommation a augmenté parmi les élites. Il existerait des liens entre les terroristes basés dans le pays ainsi que d'autres acteurs non étatiques violents et le trafic illégal de drogues, notamment l'héroïne. Le marché de la cocaïne est le marché de la drogue le moins répandu au Cameroun. La drogue ne fait que transiter par le Cameroun, même si on pense qu'un nombre croissant d'élites locales en consomment.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Au Cameroun, les groupes de type mafieux sont surtout des groupes terroristes se livrant à des activités criminelles

organisées ou des groupes sécessionnistes armés. Boko Haram finance ses opérations par des activités criminelles comme les enlèvements contre rançon, l'extorsion et les cambriolages. Dans le sud-ouest et le nord-ouest du Cameroun, les membres de groupes sécessionnistes se sont également organisés en réseaux criminels et en groupes de type mafieux impliqués dans le trafic d'armes, les enlèvements et le racket de propriétaires d'entreprises à des fins financières. D'autres réseaux criminels opèrent en kidnappant des personnes dans la région de l'Adamaoua, à l'instar de voleurs et de trafiquants armés dans l'est du pays et de réseaux criminels profitant du conflit dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest. Tous sont impliqués dans diverses activités criminelles.

Les institutions publiques sont fortement corrompues, ce qui assure une certaine protection aux acteurs de la criminalité. La corruption des fonctionnaires se traduit par des détournements de fonds publics et des abus de pouvoir, et l'on sait que des acteurs étrangers opèrent dans tout le pays. Des groupes criminels originaires des pays voisins ont été accusés d'avoir kidnappé des bergers contre rançon et d'avoir volé du bétail au Cameroun. Il est également établi que des étrangers qui soutiennent les activités criminelles organisées transnationales, comme le trafic d'armes et d'opioïdes font partie de Boko Haram. De plus, des études indiquent que des groupes criminels ayant des liens avec l'Asie sont impliqués dans l'exploitation illégale de bois et de ressources minières. De même, les crimes liés à la pêche impliquent des acteurs locaux et étrangers de la pêche industrielle.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

La confiance dans le régime actuel a considérablement diminué en raison de son incapacité à répondre efficacement aux diverses menaces de sécurité auxquelles le pays est confronté. En outre, on observe une aggravation des tensions intercommunautaires, ainsi que des arrestations et autres actes de répression à motivation politique face aux demandes de réformes sociales et politiques. La capacité nationale à lutter contre le crime organisé reste limitée et la législation actuelle n'est pas conforme aux normes internationales. De plus, le gouvernement est entaché par des niveaux élevés de corruption et faciliterait de nombreux types de crimes.

Au niveau international, le Cameroun a ratifié un grand nombre de traités visant à prévenir et à combattre le crime organisé. Cependant, le pays a eu du mal à les mettre en œuvre. Il participe également à des initiatives bilatérales et régionales de lutte contre la traite des personnes, le trafic d'êtres humains, ainsi que le trafic de drogue et d'armes à feu. Au niveau national, le Cameroun possède un certain nombre de lois relatives au crime organisé dans son cadre législatif. Cependant, la pleine application de ces lois fait défaut. Des lacunes existent par ailleurs dans la législation nationale, ce qui profite aux trafiquants.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Au Cameroun, la justice manque de moyens et énormément d'affaires ne sont pas encore passées en justice. Qui plus est, il n'existe aucune unité judiciaire ayant pour objectif spécifique la lutte contre la criminalité organisée. Dans le passé, l'État a encouragé certaines victimes de la traite et du trafic d'êtres humains à accepter des règlements à l'amiable en raison de la faible coopération entre l'État et les ONG. De plus, le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant et est contrôlé par la branche exécutive du gouvernement. Malgré certaines arrestations de hauts responsables, on observe un sentiment d'impunité à l'égard des représentants du gouvernement accusés ou soupçonnés d'être impliqués dans le crime organisé, notamment le crime économique. Par ailleurs, les conditions de détention sont bien en deçà des normes internationales. Les forces de l'ordre ont été formées et procèdent régulièrement à des arrestations critiques, notamment des saisies de marchandises illicites. Cependant, le pays ne compte pas d'unité policière spécialisée dans le crime organisé. Plusieurs rapports font état d'une corruption chronique dans les agences des forces de l'ordre, en particulier dans les douanes et le secteur forestier. Cela sape l'efficacité des efforts nationaux de lutte contre le crime organisé. En matière d'intégrité territoriale, les frontières du Cameroun sont notoirement poreuses. Cette situation est aggravée par les conflits armés et les troubles, ainsi que par la corruption de la police des frontières et des douaniers.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

L'économie camerounaise est fortement réglementée et influencée par le contrôle des prix exercé par le gouvernement. Il est donc difficile de faire des affaires librement. Du fait de la faible productivité et de la mauvaise gouvernance économique, le Cameroun possède l'une des plus grandes économies informelles de la région, l'écrasante majorité des actifs travaillent au noir. Bien que le Cameroun dispose également de lois et d'institutions visant à lutter contre le blanchiment d'argent, et fasse partie d'un groupe de travail régional s'attaquant à ce fléau, des lacunes importantes subsistent. Les banques camerounaises auraient également collaboré avec des réseaux criminels et facilité leurs activités illicites.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

En ce qui concerne la traite des personnes, la prise en charge et l'accompagnement des victimes restent insuffisants et varient considérablement d'un cas à l'autre. Le gouvernement n'a pas mis en place de politiques pour encourager les victimes à participer aux enquêtes ou aux poursuites judiciaires des trafiquants, pour fournir des conseils, un soutien juridique ou toute autre assistance aux victimes qui témoignent au tribunal, ou pour protéger celles qui coopèrent aux enquêtes malgré des informations faisant état de réseaux de traite menaçant les victimes pendant les

procès. Le gouvernement n'a fait aucun effort significatif pour prévenir systématiquement le crime organisé. Parallèlement et dans un certain nombre de domaines, la société civile est active dans la lutte contre le crime organisé, comme pour la traite et le trafic d'êtres humains, où elle joue un rôle crucial en matière de services directs aux victimes. De même, en ce qui concerne le trafic de flore, notamment de bois, et de faune, une coopération importante et efficace entre l'État et les organisations de la société civile existe. Néanmoins, le gouvernement est de plus en plus critiqué pour sa répression des organisations de la société civile qui s'opposent à ses politiques ou les réprouvent. La législation sur la participation de la société civile est obsolète et n'est pas conforme aux normes internationales. De plus, les relations entre l'État et les médias privés sont controversées. Le régime de Biya a poursuivi sa répression des journalistes et des médias en général, les journalistes faisant état d'un nombre toujours croissant de menaces et d'attaques. La détention arbitraire de journalistes n'est pas rare et la situation de la liberté de la presse se détériore comme en atteste la mort en détention du journaliste Samuel Wazizi, arrêté en 2019 pour avoir critiqué le gouvernement.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.